
Documents sauvegardés

Dimanche 24 février 2019 à 10 h 20

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

L'Obs (site web)	24 février 2019 La vague MeToo déchire les Jeunes communistes ... INFO OBS. Le Mouvement des Jeunes communistes de France est secoué par une série d'accusations d'agressions sexuelles et de viols. ...	3
------------------	---	----------

L'Obs**Nom de la source**

L'Obs (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Dimanche 24 février 2019 • 09:21 UTC +01:00

L'Obs (site web) • 1457 mots

La vague MeToo déchire les Jeunes communistes

L'Obs,

INFO OBS. Le Mouvement des Jeunes communistes de France est secoué par une série d'accusations d'agressions sexuelles et de viols.

Au fond de la salle, Madeleine s'est levée la première. Puis une soixantaine de militants l'ont suivie. "On était sous tension de ouf", se souvient l'étudiante iséroise. Ce dimanche 27 janvier, il est près de 14 heures quand le groupe envahit la tribune de la Coupole, au siège du Parti communiste français, place du colonel Fabien à Paris. Du 25 au 27 janvier, c'est dans cette grande salle de réunion dessinée par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer que les quelques 300 délégués du Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) se sont réunis pour voter de nouveaux statuts, et élire leur conseil national et leur direction. Mais ce dimanche midi, le 42e congrès du MJCF a fini par voler en éclats.

Après s'être saisi d'un micro, Madeleine monte à la tribune et commence à lire son texte. "L'immense majorité du mouvement se prononce radicalement contre les violences sexistes et sexuelles. Il est plus que temps de le mettre en pratique, et c'est pourquoi, aujourd'hui, nous refusons de nous taire", lance la jeune femme. Elle accuse ensuite nommément deux coordinateurs nationaux de "protéger des agresseurs depuis plusieurs années en mettant systématiquement le blâme sur les victimes pour qu'elles quittent l'orga [l'organisation, NDLR]". Au moment où elle lâche son nom, l'un des deux mis en cause décrète l'évacuation de la salle. Des insultes fusent. Des camarades se bousculent. Un délégué hurle : "La diffamation, c'est puni par la loi." D'autres se mettent à chanter pour

© 2019 L'Obs (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 24 février 2019 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190224-OA-20190223x2obs0724

couvrir la voix de Madeleine :

"On a purgé des camarades pour moins que ça, tu devrais fermer ta gueule."

"Tout le monde criait, c'était hyper-violent", décrit une militante montée à la tribune. Dans la confusion générale, Madeleine achève son texte : "Camarades, il est temps de choisir notre camp : celui des bourreaux ou celui des victimes. C'est pourquoi aujourd'hui nous vous demandons de rayer toute la liste proposée. Nous demandons la purge immédiate et irrévocable de tous les membres de ce réseau de solidarité masculiniste." Finalement, près de 150 délégués quittent la salle. Ils se retrouvent dans une autre pièce au sous-sol pour élire un conseil national et une coordination nationale. Des instances jugées aujourd'hui "illégitimes" par une partie du mouvement.

"Pas de violeurs dans nos deleg"

Comment la Jeunesse communiste, cette organisation qui fêtera son centenaire l'an prochain et revendique aujourd'hui 15.000 adhérents, en est-elle arrivée là ? La tension couvait depuis plusieurs mois déjà dans les rangs. "Ca a éclaté il y a trois ans avec l'affaire Baupin", observe Hélène Bidard, adjointe à la mairie de Paris et responsable de l'égalité hommes-femmes au PCF. Depuis, il y a eu le mouvement Me Too en novembre 2017, les révélations sur des cas de violences sexuelles à l'Unef et au Mouvement des jeunes socialistes. En janvier dernier, cinq jeunes femmes avaient affirmé au "Monde" avoir été victimes d'agressions et de viol au sein du MJCF. "Le niveau d'intolérance aux violences sexuelles ne cesse de monter", poursuit l'élue.

A l'origine de l'envahissement de la tri-

bune du congrès, on trouve Marie*, une jeune communiste de 25 ans engagée aujourd'hui dans le Val-de-Marne. C'est notamment elle qui a peu à peu convaincu plusieurs dizaines de militants de la suivre via une conversation Facebook baptisée "pas de violeurs dans nos deleg".

Elle nous a raconté avoir été agressée sexuellement par un camarade qu'elle connaît bien. C'était en février 2017, lors d'une soirée à Angers entre militants de la JC. Ce soir-là, Guillaume* est ivre quand il monte se coucher. Faute de place, Marie le rejoint plus tard. Elle a l'habitude de dormir avec lui sans que rien ne se passe. Cette fois, Guillaume tente de la convaincre d'avoir un rapport. Il se montre très insistant, elle refuse à de nombreuses reprises. Mais au petit matin, Marie finit par céder. Les mois qui suivent, elle aura deux rapports consentis avec lui. A la fin de l'année 2017, la jeune femme prend conscience que la première relation sexuelle n'était pas consentie. Elle en parle à son secrétaire de section. L'info remonte jusqu'aux cadres du mouvement sans qu'aucune sanction ne soit prise. Guillaume a depuis quitté la jeunesse communiste mais est toujours membre du PCF.

Un juriste l'ayant prévenu que ses chances seraient infimes, Marie a choisi de ne pas porter plainte. Aujourd'hui, elle accuse les coordinateurs nationaux de la JC d'avoir couvert cet homme. Contactés par "l'Obs" à plusieurs reprises, ni lui ni les coordinateurs nationaux mis en cause au congrès n'ont souhaité répondre. Camille Lainé, la secrétaire générale du MJCF, se défend : "Je n'ai jamais couvert d'agresseurs et je n'ai pas d'éléments pour dire que d'autres coordinateurs l'ont fait."

"Ca prendra des années"

Un peu plus d'un an après le déclenchement de la vague MeToo, la parole continue de se libérer au sein de la Jeunesse communiste. Le 24 octobre dernier, Laura*, étudiante originaire du sud de la France, a porté plainte contre Antoine*. Elle l'accuse de l'avoir violée dans la nuit du 14 au 15 juillet 2016.

Ce soir-là, elle travaillait comme barmaid au traditionnel bal des étudiants communistes place des Abbesses à Paris. Elle connaissait bien ce jeune communiste élu conseiller municipal dans une ville de plus de 40.000 habitants. Elle avait eu un rapport consenti avec lui le mois précédent et ils avaient prévu de passer quelques jours ensemble au cours de l'été. Ce soir-là, Antoine était très ivre, a détaillé Laura aux policiers. A 2 heures du matin, ils rentrent ensemble vers l'auberge de jeunesse où des amis dorment déjà. Faute de trouver l'établissement, ils se dirigent vers un hôtel Ibis tout proche. Là dans cette chambre, Laura dit non à plusieurs reprises. Mais Antoine ne l'écoute pas et la pénètre de force. Contacté par "l'Obs", il n'a pas donné suite.

Les mois qui suivent, Laura ne sent pas capable de porter plainte. "J'avais honte, je me sentais coupable. Et puis ce n'était pas clair dans ma tête, je ne mettais pas encore le mot 'viol' sur ce qui m'était arrivé", nous explique-t-elle. Un an plus tard, elle recroise Antoine lors du camp d'été du mouvement.

"Il était partout, je le voyais rire, participer aux débats. Le dernier jour, j'ai craqué."

Laura raconte alors les faits à Marie Jay, cadre de l'Union des étudiants communistes, une branche du MJCF. C'est elle

qui va l'écouter, en référer à la coordination nationale et l'encourager à porter plainte. Antoine est finalement écarté de la Jeunesse communiste. Il est aujourd'hui toujours élu municipal et reste membre du PCF. Quand Laura a trouvé le courage de franchir la porte du commissariat le 24 octobre dernier, les policiers lui ont dit "ça prendra des années." Mais la jeune femme se sent aujourd'hui "soulagée".

Depuis qu'elle a pris la tête de la Jeunesse communiste en 2016, la secrétaire générale Camille Lainé dit avoir été confrontée à 11 dossiers - six pour viols et cinq pour agressions. Au total, neuf adhérents ont été écartés et trois cas ont donné lieu à une plainte en justice. La dirigeante communiste confie surtout la grande difficulté à gérer ces questions très lourdes. Que faire quand un ou une camarade en accuse un autre de l'avoir violé ou agressé sexuellement ? Les encourager à porter plainte d'abord. Mais après ? Exclure illico l'accusé, au risque de se transformer en tribunal ? La secrétaire nationale s'est ainsi vu attaquer en diffamation pour avoir convoqué un camarade afin de lui signifier qu'un autre l'accusait d'agression. Il a d'ailleurs fallu attendre le dernier congrès pour que le mouvement intègre dans ses statuts la possibilité d'exclure un adhérent.

En janvier 2018, le PCF a lancé son dispositif tolérance zéro, composé d'une boîte mail et de cinq référents - 4 femmes et un homme - formés pendant plusieurs mois à recueillir la parole des victimes. Leur fonction : toujours diriger vers le dépôt de plainte mais aussi émettre des avis sur lesquels le parti pourra s'appuyer afin d'exclure ou de retirer des responsabilités à un adhérent. Interrogée sur les cas de violences sexuelles au sein de la JC, la direction na-

tionale du PCF n'a pas donné suite.

Lors de leur congrès, les jeunes communistes ont quant à eux voté la mise en place d'une commission nationale qui devra être dirigée par une femme et composée aux deux tiers de femmes. Elle sera composée par le conseil national qui se réunira les 9 et 10 mars prochain. "La commission devra être saisie des violences sexistes et sexuelles. Dans ce cadre-là, elle examinera l'ensemble des éléments à sa disposition", détaille la secrétaire générale Camille Lainé. Et d'ajouter : "On ne peut pas rester dans ce climat de suspicion."

Rémy Dodet

* Les prénoms ont été modifiés

Cet article est paru dans L'Obs (site web)

<https://www.nouvelobs.com/politique/20190223.OBS0724/la-vague-metoo-de-chire-les-jeunes-communistes.html>